

Ces pays qui se fichent des menaces américaines contre l'utilisation de la 5G de Huawei



La technologie 5G arrive en Asie du Sud-Est, et Huawei semble être en passe de la piloter au grand dam des Etats-Unis. Pourquoi personne n'écoute-t-il les mises en garde l'oncle Sam ?

Avec Franck DeCloquement

Atlantico.fr : La 5G est en plein développement en Asie du Sud-Est et Huawei est pressentie pour mener à bien son déploiement. Quels sont les buts poursuivis par la firme? Peut-on aussi y voir un développement corrélatif de l'influence Chinoise sur la zone ?

Franck DeCloquement : Après la mise en branle tous azimuts d'actions d'endiguement et d'influence très offensives contre le géant Chinois par Washington, il est évident que la firme ne s'arrêtera pas en si bon chemin dans son entreprise de conquête des marchés. A l'instar des entreprises américaines elles-mêmes, très largement soutenues par les Etats-Unis et leurs agences spécialisées dans leurs efforts de déploiements commerciaux à l'échelle mondiale. Comme nous le rappelions déjà dans nos précédents articles, et ne cesserons de le rappeler, il s'agit pour chaque camp de marquer des points et de l'emporter coûte que coûte sur l'adversaire. Voir même l'ennemi désigné par les Etats-Unis dans le cas présent. Pékin agit de même et déploie sans complexe sa propre propagande à travers ses différents médias et vecteurs dédiés.

La Malaisie est l'un des derniers pays en date en Asie du Sud-Est, à avoir accueilli favorablement les propositions de la firme chinoise de télécommunication, malgré les avertissements conséquents des États-Unis pour qui leurs secrets les plus hautement confidentiels seraient ainsi exposés à l'avidité des espions chinois. Cette région du monde est d'ores et déjà l'un des champs de bataille clé dans la guerre – pour l'instant commerciale – qui se joue entre les États-Unis et la Chine. Un conflit ouvert visant à influencer les parties prenantes sur le déploiement de services Internet 5G ultrarapides, présentée par les experts du monde entier comme un changement technologique déterminant, qui pourrait ouvrir la voie à des percées majeures dans le domaine des technologies de l'intelligence artificielle (IA) et des villes intelligentes. En Occident, l'avantage semble être pour l'heure du côté de Washington. Les affirmations selon lesquelles Huawei serait un fer de lance pour l'espionnage chinois ont poussé la communauté du renseignement que sont les « Five Eyes » – Canada, Royaume-Uni, Australie et Nouvelle-Zélande en tête – à s'interroger sur l'opportunité de traiter commercialement avec la firme Chinoise dans le déploiement de cette technologie de nouvelle génération. Cette appellation imagée désigne en réalité l'alliance des services de renseignement des États-Unis, avec ceux du Royaume-Uni, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie.

Le quotidien britannique The Times a récemment relayé que Huawei recevait des fonds de l'Armée populaire de Chine, de la Commission de la sécurité nationale et des services de renseignement chinois, selon la CIA. L'agence centrale de renseignements américains en aurait avisé les services de renseignements britanniques, canadiens, australiens et néo-zélandais, partenaires au sein du même réseau de coopération « Five Eyes ». Ceux-ci coopèrent très étroitement, entre autres domaines, sur la question cruciale de l'ingérence chinoise dans les télécoms mondiales. Et depuis l'élection de Donald Trump, les États-Unis ont fait de ce sujet une priorité absolue. Dès lors, ces cinq pays, menés par Washington, livrent une guerre commerciale et technologique sans merci à la Chine. Mais

Huawei espère toujours conquérir le marché de la 5G en Europe. Aujourd'hui, ces efforts portent également sur l'Asie du Sud-Est.

Les Etats-Unis ont beau alerter de manière tonitruante leurs alliés sur les risques inhérents d'espionnage Chinois consécutif à ce déploiement de la 5G, comment expliquer la sourde oreille générale ?

Rappelons qu'au cœur du discours de Washington, Pékin pourrait forcer Huawei à intégrer à ses produits des « portes arrières dérobées », ou de nombreuses méthodes cachées d'accès aux données lui permettant d'espionner à sa guise ses concurrents. Mais aussi de voler sans vergogne la propriété intellectuelle d'autrui, dans une logique assumée d'espionnage industriel, ou même « d'éteindre » à la demande des infrastructures étrangères à distance en cas de conflit avec la Chine. De par leur nature, ses affirmations sont jugées par les spécialistes comme presque impossibles à prouver. Mais Washington s'appuie au demeurant sur de très nombreux arguments politiques très bien rôdés pour convaincre et emporter la décision. L'un d'entre eux consistant à incriminer par exemple le parcours personnel du fondateur de la firme Huawei, Ren Zhengfei, appartenant au corps des ingénieurs de l'Armée de libération du peuple pendant la révolution culturelle, et ayant fait partie du Parti communiste chinois.

Cependant, le scandale planétaire qu'ont été – il y a six ans déjà – les révélations du défecteur Edward Snowden sur le programme de surveillance global des Etats-Unis – via son agence de sécurité nationale, la NSA – ne joue évidemment pas en faveur des américains quant à leur crédibilité à dénoncer aujourd'hui – sur le plan international – les potentielles velléités d'espionnage machiavélique des Chinois. Un programme de la National Security Agency en charge de recueillir, rappelons-le, des informations auprès des citoyens et des dirigeants du monde entiers, et de pirater des ordinateurs dans d'autres pays, y-compris en Chine. Entre-temps, des informations accessibles au grand public ont également mis cruellement en évidence des liens très étroits entre la NSA et les géants de la Tech américaine que sont les GAFAM. Dans une logique de militarisation de la Silicon Valley, au bénéfice des objectifs stratégiques du Pentagone et de la Sécurité Nationale des Etats-Unis.

S'agissant du déploiement de la 5G, cela pose naturellement beaucoup de questions techniques en termes de sécurité numérique des dispositifs, puisque cette technologie brouille par exemple la frontière jusqu'ici assez nette qui existait entre le cœur de réseau et sa périphérie. Et les pays occidentaux – comme la France notamment – ont pris des séries de mesures visant pour l'essentiel à limiter drastiquement le déploiement de l'équipementier télécoms chinois, à une partie très congrue de leur parc de machines. « Huawei n'est pas l'acteur prédominant de nos réseaux. Il n'a même pas 20 % de parts de marché. Et cela va perdurer, car l'hétérogénéité du parc est un choix judicieux, pour la concurrence comme pour la sécurité » a d'ailleurs récemment indiqué le député Français Eric Bothorel, par ailleurs porteur de la « loi Huawei ». Pour l'heure, jamais une entreprise étrangère n'avait fait à ce jour l'objet d'une telle surveillance par la France. A cet effet, rappelons que l'Etat français a mis en place depuis fin 2015 un dispositif national de veille et d'action contre l'ingérence de Huawei. Baptisé « Cerbère », ce dernier s'est traduit par la création d'un comité de pilotage réunissant Matignon, six ministères, les services de renseignement et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information : l'ANSSI. Une véritable machine de guerre administrative, dont les travaux sont d'ailleurs couverts par le « secret défense ».

Du côté des « Five Eyes », le dernier avatar en date dans cette lutte sans merci pour bannir Huawei du marché de la 5G, vient dernièrement d'impacter le Ministre de la défense britannique Gavin Williamson, limogé sans coup férir la semaine dernière par Theresa May en personne. Ce récent scandale serait lié aux fuites organisées dans la presse par Williamson concernant la décision prise par Theresa May d'autoriser une participation limitée de l'équipementier chinois Huawei au déploiement du réseau 5G au Royaume-Uni. Et ceci, malgré un lobbying tonitruant de Washington qui soupçonnent le fabricant d'espionnage pour le compte de Pékin. Une décision qui fait elle-même polémique et ébranle depuis plus d'une semaine au moins le gouvernement britannique pourtant allié des Etats-Unis. Pour la petite histoire, Gavin Williamson avait été nommé en novembre 2017 à la Défense, en remplacement de Michael Fallon, lui-même emporté par un scandale, mais de harcèlement sexuel dans son cas. Son arrivée à l'un des postes les plus stratégiques du gouvernement britannique avait d'ailleurs fait grincer de nombreuses dents, certains élus doutant de son expertise sur les questions militaires. En février, sa volonté affichée de déployer un porte-avions britannique dans le Pacifique avait dans la foulée provoqué l'ire de Pékin, contraignant son homologue des Finances à annuler une visite en Chine.

Serait-ce là un signe manifeste de la perte d'influence de l'oncle Sam ?

Huawei revendique un avantage de 12 à 18 mois sur ses concurrents, promettant à ceux qui adhèreraient à cette technologie, les réseaux 5G les plus rapides et les plus avancés du monde... La promesse est fort alléchante. Et pour beaucoup d'acteurs Asiatiques, le choix entre la technologie chinoise et occidentale est une question d'économie et non de géopolitique.

En Asie du Sud-Est, les craintes de Washington ont eu pour l'heure peu d'impact. Huawei considère de son côté qu'il y aurait 80 millions de clients à ravir dès l'année prochaine sur ce marché, et 1,2 milliard de dollars de débouchés commerciaux au cours des cinq prochaines années. La Thaïlande espère déployer un service 5G dirigé par Huawei d'ici 2020, et mène d'ores et déjà des recherches conjointes avec la firme chinoise dans son district de haute technologie, « Sriracha ». Singapour, les Maltais « Maxis » et l'Indonésien « Telkomsel » ont tous souscrit à des services d'essai auprès de la compagnie Chinoise. Et aux Philippines, un service soutenu par Huawei doit être introduit par le principal fournisseur de services sans fil, « Globe Telecom », dès le deuxième trimestre 2019. Koh Chee Koon, un ancien consultant ayant travaillé pour Huawei, a récemment déclaré que même certains partenaires des Etats-Unis engagés avec eux dans des traités, comme les Philippines et la Thaïlande, allaient pourtant de l'avant avec le géant chinois. Et cela, malgré les très fortes pressions de Washington selon lesquelles cela pourrait très rapidement mettre en péril leur coopération militaire avec les Etats-Unis.

Pour sa part, James Andrew Lewis, directeur du programme de politique technologique du groupe de réflexion du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) à Washington, considère que le problème fondamental est que personne ne fait réellement confiance à la Chine, pas même ses amis : « le manque de confiance est le résultat des politiques coercitives de la Chine et de sa vaste campagne d'espionnage mondial. Huawei propose un bon équipement à des prix fortement subventionnés, ce qui est tentant pour la plupart des gouvernements. De nombreux pays choisiront ses offres bon marché, mais ne seront pas sécurisés en retour ». Naturellement, le problème pour les Etats-Unis est qu'en menaçant de mettre fin à la coopération militaire, ou encore au partage du renseignement, ils obligent les pays d'Asie du Sud-Est à faire un choix impossible entre deux superpuissances économiques. Les réseaux 5G pourraient changer radicalement le mode de fonctionnement des forces armées à l'avenir. Les pays d'Asie du Sud-Est pourraient rapidement ne plus être en mesure d'intégrer des systèmes et des plates-formes d'armement fabriqués aux Etats-Unis, ce qui pourrait corrélativement renforcer leur dépendance à l'égard de la Chine, rendant plus difficile la mise en place d'une coopération

et d'un entraînement communs avec les Etats-Unis comme c'est aujourd'hui le cas.